



Etudiants, lycéens et salariés : c'est tous ensemble qu'on va gagner !

La mobilisation continue et s'amplifie en Eure et Loire.

Aujourd'hui, le 6 avril 2006, deux jours après la grande manifestation nationale qui a réuni quelque 3 millions de personnes, la mobilisation se développe et s'intensifie sur le département. Ainsi, à Dreux, le Lycée Rotrou a mis en place un blocage dès ce matin devant le lycée. Il semble que les lycéens ont décidé de reconduire cette action. Déjà, la police fait monter la pression avec l'arrestation de deux jeunes relâchés assez vite. 70% des lycéens étaient en grève. A Chartres, le Lycée Jehan de Beauce a de nouveau été bloqué par les lycéens. Mais la situation tend à se compliquer sur Marceau. Ce matin, un blocage spontané de Marceau s'est mis en place. En réaction, des parents d'élève de l'UMP ont essayé de forcer le blocage jusqu'à en venir aux mains contre les autres parents d'élèves et des lycéens.

Lycéens, professeurs et parents d'élèves ont décidé de mettre en place un blocage permanent du lycée Marceau ce qui serait historique, en réaction à l'agression de ce matin, et pour développer la mobilisation pour le retrait du CPE.

En même temps, des lycéens et militants syndicalistes organisent des tractages devant les entreprises du département, et participent activement au soutien devant les lycées quand cela leur est possible.

Haute Savoie, on a fondu les records

Anancy : Le mardi 4 avril, tous les records ont été battus, encore une fois, plus qu'en 1995 : 14000 manifestants (12000 le 28 mars) avec 1/3 lycéens, 2/3 salariés (1/3 privé, 2/3 public). Présence politique : LCR-JCR très visible chez les jeunes, moins de MJS, autre présence : une pincée de PS, une plus petite de PC, de Verts, et de LO.

De même à Thonon, le 4 avril : record battu 2000 (1000 le 28 mars). Et partout, sur tout le département, augmentation des AG et blocages de lycées et blocages de la circulation ferroviaire et routière.

Jussieu, bloquée, jusqu'au retrait !

Après sa sixième semaine, la grève est bien installée à Jussieu et le blocage est accepté par une forte majorité. Le mouvement se structure de plus en plus grâce à des commissions (débat, animation, entreprises, ...) et des planning clairs, ce qui permet de nombreux étudiants de s'investir dans la grève. En résultat des AG toujours importantes malgré l'approche des vacances, et de fortes participations aux actions et manifestations.

Pour que le mouvement continue malgré les vacances, de nombreux débats (CESEDA, précarité, ...) et animations sont organisées ainsi que des rencontres avec les salariés pour qu'ils nous rejoignent dans la grève.

Avignon, toujours sur le Pont

La mobilisation ne faiblit pas sur Avignon malgré menaces et répression. Le 28 mars et le 4 avril il y a 30 000 personnes à la manifestation ce qui n'était plus arrivé depuis 2003. Mais l'occupation continue et ce ne sont pas moins de 150 étudiants qui sont mobilisés nuit et jour sur la fac depuis près d'un mois. 5 lycées sur 8 ont votés le blocage. Une coordination étudiante et lycéenne a été mise en place et tous les jours des actions ont lieu depuis deux semaines.

7 interpellations ont eu lieu suite au déménagement du local du MEDEF, ce qui fait suite à l'interpellation qui a eu lieu lors du déménagement du local de l'UMP. Des rassemblements contre la répression policière vont avoir lieu cette semaine.

Lyon n'est pas mort ce soir

L'AG de Lyon 2 a voté le déblocage à une courte majorité, mais il est maintenu sur le site Bron avec une AG de plus de 2000 personnes. Il se peut que le président appelle les CRS lundi. L'IEP n'est plus bloqué depuis mercredi et l'ENS est en grève sans blocage. Mardi 4, il y avait un peu plus de 45 000 personnes dans la rue et une petite manif a réuni un millier de personnes jeudi. Les actions (péage libre, blocage du tram) ont dynamisé, malgré des arrestations.

Après plus de deux mois de mobilisation historique dans les facs et les lycées, le gouvernement refuse toujours de retirer sa loi. Depuis quelques semaines déjà nous savons que nous aurons besoin des salariés pour gagner ce bras de fer avec le gouvernement, une grève des salariés qui permettrait de bloquer la production, de bloquer les profits.

Malgré la sympathie envers le mouve-

ment de la jeunesse, gagner que les salariés nous rejoignent dans la bataille n'est pas si simple. Pour les salariés la grève coûte, le faible montant des salaires, les contrats de plus en plus précaires rendent plus difficile la possibilité de se mettre en grève. De plus les directions syndicales de salariés ne nous facilitent pas vraiment la tâche en refusant de relayer les appels de la coordination étudiante à la grève reconductible, en appelant à des journées d'action de plus en plus espacées.



occupation des rails à Montpellier le 6 avril

Le PS : une alternative ?

Quelle politique de l'emploi pour la jeunesse ? Voilà la question que se posent au PS les principaux prétendants à l'Elysée. Contrat sécurité formation pour Hollande en direction des «20% de jeunes qui sont loin du marché du travail», création d'emploi sécurité insertion pour Fabius ou encore contrat de transition vers l'emploi pour Strauss-Kahn.

Aubry défend, quant à elle, une «entrée dans la vie active», formule qui prévoyait une indemnisation mensuelle pour les jeunes chômeurs et qui impliquerait des «devoirs»: suivre une formation, rechercher une insertion. Devoirs et privations pour les travailleurs, cadeaux pour les patrons, on connaît le refrain... Derrière tous ces dispositifs la politique proposée reste la même : exonérations de charges patronales, prise en charge par l'Etat d'une partie du salaire.

Alors que les besoins sont énormes dans la santé, l'éducation... les socialistes nous annoncent qu'ils vont encore priver l'Etat de moyens financiers... pour mieux satisfaire les intérêts du patronat.

La jeunesse est mobilisée depuis plus de 2 mois contre la loi d'égalité des chances et la précarité dans son ensemble ; 6 millions de jeunes, salariés, chômeurs et retraités sont descendus dans la rue en une semaine pour exprimer leur ras le bol face aux attaques successives contre le monde du travail et le PS tente de préparer son retour sur notre dos en nous expliquant qu'il faut attendre 2007.

Mais cette manipulation ne passera pas. Seule la poursuite du mouvement et une implication plus forte des travailleurs nous permettront de gagner sur l'ensemble de nos revendications et stopper les attaques que les salariés subissent depuis plus de 20 ans !

Mickaël, [Lille]

Construire la grève générale !

C'est parce que nous étions conscients de l'enjeu décisif de la grève des salariés et des difficultés de sa mise en place, qu'à la fac de Nanterre nous avons décidé de nous tourner vers les salariés. Nous avons essayé de tisser des liens à la base en envoyant directement des délégations d'étudiants dans les entreprises.

Tous précaires, tous solidaires

A plusieurs reprises nous sommes allés distribuer des tracts devant l'usine Peugeot à Poissy. Nous sommes allés intervenir à Renault à Rueil-Malmaison, et, suite à cette intervention, la CGT locale nous a fait un chèque de 300 euros pour la caisse de grève. Les premiers liens ont été tissés avec les bureaux de postes. A plusieurs reprises, accompagnés de syndicalistes de la Poste, nous sommes allés intervenir dans différents bureaux du département pour encourager les postiers à se mettre en grève. Partout l'écho a été très positif et malgré l'heure matinale des interventions (6h) et quelques bagarres avec les patrons

des bureaux qui refusaient de nous laisser entrer, tous les étudiants qui ont participé ont été réjouis. Les postiers du bureau de Boulogne ont même débrayé après l'une de nos interventions.

Ces premiers contacts nous ont permis d'organiser plusieurs actions communes sur le département. Avec un cortège de lycéens, d'étudiants et de postiers nous sommes allés jeter des sacs postaux et des œufs sur le siège du MEDEF à Nanterre, nous avons même bloqué ensemble, pendant quelques heures, le centre de tri de Nanterre et fait perdre plusieurs milliers d'euros à la boîte.

Alors même si ce n'est pas encore la grève générale sur le département, nous tirons un bilan très positif de ces initiatives, plusieurs endroits ont même reconduit la grève au lendemain du 4 avril notamment au centre de tri de Nanterre. Nous allons poursuivre le travail pendant les vacances, en essayant d'intervenir sur de nouvelles entreprises, en continuant d'expliquer que tous ensemble c'est possible de gagner !

Mathilde, [Nanterre]

La grève ne s'arrête pas avec les vacances

Depuis le 8 avril, et jusqu'au 24, pas mal de facs et tous les lycées de la zone C sont en vacances. Ça ne doit pas vouloir dire que le mouvement s'arrête, surtout quand d'autres régions sont toujours mobilisées. Au contraire, il faut profiter du fait qu'on ne bloque pas pour se tourner vers ceux qui ne sont pas en vacances.

Se tourner vers les salariés...

La priorité, c'est d'aller voir les salariés sur leur lieu de travail, avec des tracts, pour les convaincre de se mettre en grève reconductible. Pour gagner, il faut que les

travailleurs entrent dans la bataille, car c'est en bloquant l'économie du pays que nous ferons plier le gouvernement. A nous donc de leur redonner confiance dans les luttes collectives, en leur montrant que nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout.

Il est aussi possible d'aller voir les facs et lycées des autres régions, qui continuent la grève, pour apprendre d'autres manières de fonctionner, et d'autres moyens d'action.

Enfin, les vacances sont l'occasion de discuter entre nous, par l'organisation de débats sur la précarité en général, sur le

mouvement, sur les autres lois qui passent (CESEDA, Pacte pour la recherche), sur la société, etc. Parce que des tas de gens se posent des tas de questions, il est important de prendre le temps d'en discuter tous ensemble.

Même si nous serons sûrement moins nombreux sur nos facs et lycées, la période des vacances est importante dans la construction d'une grève générale, nous devons donc rester mobilisés.

Lisa, [Jussieu]

Violences policières, interpellations, procès...

Défendons notre mouvement et contre-attaquons !

Des véhicules de police qui foncent dans la foule, des balles de flash ball qui volent... A Grenoble, la répression est particulièrement forte. Des dizaines d'arrestations et de comparutions immédiates sont à constater au mépris des droits élémentaires des interpellés. La possibilité de refuser la comparution immédiate n'est même pas indiquée ! On remarque de plus en plus d'arrestations ciblées de leaders : tout est bon pour casser le mouvement. Il faut aussi noter les procès contre les blocages et les occupations.

On comptait le 5 avril (dans *Libération*), 1458 garde-à-vue, dont 569 personnes en procès, avec 219 comparutions immédiates. 59 personnes ont été condamnées à des peines fermes et 45 d'entre-elles sont actuellement en prison...

Mais la répression ne s'arrête pas là : fermetures administratives de facs, ce qui a pour conséquence de vider les campus et de réduire l'activité militante ; chantage aux diplômés (« Si vous retournez en cours maintenant, vous pouvez encore réussir vos partiels, sinon... »)

Il paraît nécessaire de s'interroger sur le

pourquoi de cette répression.

Le but du gouvernement : nous casser.

Aux vues de la puissance du mouvement, le gouvernement est conscient qu'il lui est difficile de miser sur un essoufflement. Il cherche donc tous les moyens pour décourager les jeunes. Par ailleurs, les obstacles à la course aux profits que mènent les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans par leurs politiques libérales, ce ne sont pas seulement les droits sociaux (sécu, retraites, droit du travail...) mais l'ensemble des libertés démocratiques : manifester, se réunir, se syndiquer, faire grève... En effet, ces libertés sont le fondement de notre capacité à résister au libéralisme.

Il est donc primordial que le mouvement

prenne en charge cette question par une solidarité concrète avec les victimes de violences policières, mais aussi par une dénonciation politique de la répression.

Cela signifie être au courant de qui s'est fait arrêter, aller devant les commissariats en réclamant la libération des prisonniers. Nous devons organiser des meetings contre la répression de ce mouvement et soutenir financièrement les camarades qui sont mis en examen ou qui passent en procès.

Marianne et Clément [LCR Grenoble]



Le gouvernement veut nous mettre en examens !

Le 6 avril, la Conférence des présidents d'université (CPU) a déclaré que les examens ne pourraient se tenir que si les cours reprenaient le 10 avril (ou après les vacances pour Paris et Bordeaux). A Paris 7, le président a déclaré qu'il ne signerait aucun diplôme si les cours ne reprenaient pas le 24 avril (comme s'il signait les diplômes des 40 000 étudiants inscrits !). A Paris 10, l'administration a déjà établi un planning précis des cours et des rattrapages, des sessions d'examens et des réunions de jurys, le vice-président déclarant en CEVU que les conseils étaient plus démocratiques que les AG ! À Lyon 2, le président menace d'envoyer les CRS pour la réouverture...

Même chantage dans les lycées où l'on fait planer la menace d'un bac impossible à déplacer ou à aménager car il est national...

La CPU menace en fait de détruire le mouvement, et beaucoup d'étudiants et de lycéens peuvent être sensibles à une

pression sur les examens.

Les AG ne doivent pas voter la reprise des cours par peur !

Aujourd'hui, avoir un diplôme n'est pas une garantie, si c'est pour se retrouver avec des CPE, CNE et des diplômes universitaires dévalorisés.

Bien sûr, ne pas avoir son diplôme, notamment son bac, est encore pire. Mais la solution est que nos revendications prennent en compte la question.

Pour les lycées, on peut par exemple demander à ce que les épreuves ne portent que sur certaines parties du programme (celles étudiées normalement avant le début du mouvement). Cela doit être demandé au niveau national par la coordination.

Pour les partiels des facs, il est nécessaire de mener le débat : examens en septembre, banalisation du second semestre avec session de rattrapage du premier

semestre en juin, programmes très allégés, contrôle continu uniquement ou contrôle terminal pour ceux qui le demandent... Toutes ces solutions sont à envisager, mais en aucun cas elles ne doivent nous être dictées par des présidents d'universités ou par le Ministère.

Quoi qu'ils en disent, un bac passé une année de mouvement n'est pas un bac « dévalorisé » : on parle souvent du bac de 1968, uniquement passé à l'oral et avec un taux de réussite exceptionnel. Mais il ne faut pas non plus oublier que la génération post-68 a connu plusieurs grands mouvements de grèves, notamment dans les universités. Cela n'en fait pas une génération précaire... Si l'on ne s'en sort pas aujourd'hui, ce n'est donc pas à cause du diplôme et des grèves, mais bien à cause



Manifestation à Paris le 4 avril 2006

de la précarité.

Et n'oublions pas que la grève est formatrice

On y apprend à argumenter, à lire des lois, à décrypter des discours, à avoir un regard critique, etc. D'ailleurs, le taux de réussite du bac 2005 est le premier à avoir battu celui de 68 : après quatre mois de mouvement pour certains lycées !

JB, [Nanterre]

Ca commence au LVC

La mobilisation commence sur le lycée de la Vallée de Chevreuse (limite 91-78).

Le 28 mars a eu lieu une AG qui a regroupé 100 personnes dont 80 lycéens, une douzaine de profs, 3 assistants d'éducation et quelques Atos. Un départ collectif en manif s'en est suivi, pour la première fois de l'histoire de ce bahut.

Le 3 avril s'est tenue une énorme AG lycéenne, avec plus de 250 participants, pour organiser la journée du 4. Et vendredi 7 mars, une autre AG s'est réunie, à 50 participants, ce qui est plutôt bien à la veille des vacances et en pleine fête du lycée. Un comité de mobilisation d'environ 20 lycéens a été élu, il se réunira pendant les vacances pour mettre le feu au bahut dès la rentrée ! Des délégués ont été mandatés pour participer aux coordinations de l'Essonne et francilienne.

Forum Social Universitaire à Tolbiac

Après plusieurs mois d'une lutte qui remet, à mot à peine couverts, le régime actuel en question de façons autant sociale, économique, que politique, et dont la loi Villepin n'est que le prétexte, les vacances scolaires arrivent. Les étudiants ont décidé que ces vacances ne seraient pas un moment d'inaction et de démobilité, mais un moment de réflexion approfondie sur la culture, la démocratie, le libéralisme, le mouvement...

Les étudiants ont donc choisi pour continuer la mobilisation de mettre en place un Forum Social Universitaire (qui se tiendra du lundi 11 avril au vendredi 14 avril à la faculté de Censier, (métro Censier) et du lundi 17 avril au vendredi 21 avril à la faculté de Javelot (rue de Tolbiac - aux Olympiades, métro Tolbiac), qui permettra de réfléchir au mouvement, ses raisons, ses conséquences, à ce qui entoure cette lutte, ce qui l'a construit, ce qui lui a nuie. Ce forum permettra aussi d'envisager l'avenir de façon positive, de construire un projet pour la suite du mouvement. Il sera aussi un moyen de préparer le Forum Social Européen qui se tiendra au début de mai à Athènes. En effet, il sera un moyen d'y porter des revendications qui se replaceront dans le cadre de la lutte, similaire à la notre, qui est menée à l'échelle européenne, comme en Grèce, Allemagne...

Chambéry en grève !

Après 3 semaines de blocage sur le site du Bourget (campus scientifique) celui-ci est levé partiellement sauf le mardi et jeudi jours d'action nationale. Néanmoins le bâtiment Vie Étudiante est toujours occupé.

Sur Jacob (lettres sciences humaines et droit) le blocage est définitivement levé sous la pression des étudiants de droit, de l'UNI et des Jeunes Populaires tout fraîchement sortis du bois !!! Ambiance très tendue en AG avec un refus des discussions et des débats ! Nous occupons tout de même un amphithéâtre pour continuer à se réunir.

Pour ce qui concerne les lycées, ils sont ponctuellement bloqués chaque jour avec un blocage des 5 lycées mardi dernier pour la manif. Certains lycées mettent place le fichage des élèves et des plaintes sont déposées par un proviseur. On verra les suites.

La répression a commencé à Chambéry avec un méchant gazage à la fin de la manif de mardi, suite à un enchaînement aux grilles de la préfecture et à l'ouverture du portail. Ont suivi 3 arrestations de lycéens mais très peu d'infos car rien n'a filtré de chez les flics.

Toutes les actions se font avec l'aide des salariés après 3 AG interpro et des réunions de travail. Même si la CGT freine un peu il y a des boîtes très motivées, ainsi que les cheminots qui donnent un bon coup de main !

Pour la semaine prochaine, pas de blocage total prévu sur la fac : ça fait flipper trop de monde vu l'ambiance tendue ; mais beaucoup d'actions de prévenues, et un gros travail sur les lycées et avec les salariés.

Le Mans.

Vendredi, le déblocage a été voté. Les partiels risquent d'avoir lieu la semaine prochaine.

Malgré tout, la mobilisation continue avec des actions : blocage du tour cycliste, manif de nuit tous les vendredis, avec affrontements contre la police. Vendredi soir, une barricade a même été érigée ! Samedi après-midi, une manif a eu lieu. Et lundi, même si les cours reprennent, les étudiants bloquent les bus et ronds-points d'accès à la fac.

Elsa, [Montreuil]

Appel de la coordination de Lyon, les 8-9 avril 2006

Comment structurer la mobilisation sur les lycées ?

Cette semaine, plus de 1000 lycées ont été bloqués. Soit plus que les 480 de l'année dernière. Pourtant, à la coordination de Lille, seulement 47 lycées étaient représentés. Nous n'arrivons pas à nous structurer, et donc à être autonomes. Si la mobilisation étudiante s'essouffle, nous aurons du mal, malgré notre détermination, à continuer seuls : qui fixera les dates de mobilisation ? Au mieux, nous dépendrons des syndicats, non représentatifs. Structurer la mobilisation lycéenne est donc urgent.

Des AG pour discuter localement

Localement, il faut des AG où tous les lycéens se regroupent, font le bilan, discutent des objectifs de la mobilisation et des

actions. Souvent, on se greffe sur ce qui est prévu par la coordination nationale. Mais si on prévoit une semaine entière de blocage, il faut réfléchir à ce qu'on fait les jours où rien n'est prévu : manif dans notre ville, visite des salariés des entreprises locales...

Fonctionner tous ensemble par des coordinations régionales

Etre en lien avec les bahuts environnants, c'est encore plus efficace. C'est pourquoi il existe des coordinations à Lille, Paris Est, Paris Sud ou dans la Banlieue Nord Ouest (92, 95, 78).

Les coordinations locales permettent de préparer des départs et actions en com-

mun mais aussi de pallier aux différents rythmes de mobilisation selon les lycées : si un lycée a commencé à bloquer juste avant les vacances et qu'il n'est pas coordonné avec un autre, il va avoir du mal à passer les vacances, de même pour un lycée où la mobilisation s'essouffle. Si ces deux lycées se coordonnent, cela permet de mettre en commun le dynamisme du premier et l'expérience du second, et finalement de redonner du dynamisme aux deux. Cette coordination est indispensable pour répondre à la stratégie de pourrissement que le gouvernement essaye de mettre en place. En effet, il reste beaucoup de lycées qui ne sont pas mobilisés, ce qui en fait des réservoirs pour la mobilisation.

Ces coordinations locales, doivent élire des délégués qui pourront faire remonter

nos revendications nationalement.

Ainsi, aux dernières coordinations nationales s'est posé un réel problème : certains lycées refusent d'élire des mandatés ; du coup les syndicats lycéens se jettent sur l'occasion pour prendre la place des représentants ainsi laissée vide.

Pour un mouvement autonome, contrôlé par la base, qui ira jusqu'au bout des revendications tout en restant massif et visible, les lycéens mobilisés doivent s'organiser eux-mêmes, indépendamment des syndicats qui ne représentent qu'une infime minorité.

Elsa, [Montreuil]



Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

De retour de Grèce Le « printemps français » s'étend...

Une chose est certaine, faire 10 meetings sur les facs grecques m'a permis de voir que le mouvement que nous construisons ici est en train d'inspirer toute l'Europe.

La situation politique grecque est relativement proche de la nôtre. Le Premier ministre et aussi Président, en Grèce, est un « Chrétien Démocrate » comme Chirac. La gauche grecque est très divisée et ses luttes intestines empêchent d'organiser une riposte globale structurée contre les attaques des néo-libéraux. Toutefois, la situation est en train de s'éclaircir. En effet, le mouvement contre le CPE en France, a redonné confiance dans les capacités de la jeunesse et des travailleurs à se révolter contre les privatisations en Grèce.

Situation en Grèce

Le Président Grec a décidé récemment de privatiser de nombreux secteurs. Les universités, les aéroports, les compagnies aériennes sont concernés par ce projet de libéralisation. La réponse de la gauche a été assez éparse. La sociale démocratie (le PASOK) s'est prononcée en faveur de ces privatisations déclenchant une crise dans l'appareil du PASOK.

Les étudiants sociaux démocrates ont appelé à occuper les universités et à soutenir les professeurs en grève contre l'avis de leur direction. J'ai pu rencontrer certains de ces étudiants qui occupaient les universités. Leurs revendications sont les suivantes : contre la privatisation des universités, contre la guerre en Irak (là-bas le mouvement anti-guerre reste très fort compte tenu de l'attitude de la classe dominante grecque) leur dernière revendication est en

soutien au mouvement étudiant français. Les travailleurs de l'aviation, quand à eux, se sont aussi mis en grève, les syndicats ont même appelé il y a deux semaines à une grève générale d'une journée, contre les privatisations.

Une autre lutte s'est déclenchée dans le secteur bancaire, au sujet des retraites. Un scandale a déclenché une crise sociale quand un journal a déclaré que les patrons des banques grecques avaient « oublié » de déposer l'argent des cotisations patronales pour les retraites dans la caisse sociale prévue à cet effet. La seule réponse du gouvernement fut de créer une nouvelle caisse sans proposer de rembourser l'argent non versé ou de réclamer l'argent dû aux patrons. Cette lutte du secteur bancaire a, aussi, fait exploser la direction de la sociale démocratie puisqu'elle ne voulait pas appeler à entrer en résistance.

Toute l'Europe contre la précarité

La crise sociale française a déclenché un vent de confiance parmi les travailleurs et la jeunesse dans toute l'Europe. D'ores et déjà, le mouvement social grec lance un appel aux étudiants et aux salariés mobilisés en France, à venir du 4 au 7 mai, à Athènes, à l'occasion du Forum Social Européen pour coordonner nos actions. Nous avons réussi à faire échec à la Constitution Européenne, réussissons-nous à faire échec aux attaques libérales partout en Europe, par une « EURO-grève » ? Seul l'avenir nous le dira. Ici, tout est possible. Ailleurs, tout commence.

Benjamin, [Tolbiac]

De Paris à Rome Resistencia contra la precarieta !

La précarité ne touche pas que la France. En Italie, par exemple, elle est encore plus développée. Les patrons et les gouvernements successifs ont déjà réussi à casser le code du travail, et à multiplier les contrats pourris, sans cotisations sociales (retraite, sécu, chômage...).

Le gros du travail a été fait par le gouvernement « de gauche » de Prodi, et Berlusconi n'a eu qu'à finir le boulot, avec la *Legge 30* Face à cela, de nombreuses luttes ont lieu, notamment autour de l'abrogation de cette loi.

La jeunesse d'Italie se sent donc très concernée par la lutte que nous menons en France, c'est pourquoi les JCR ont été invités à intervenir à deux meetings à Rome, fin mars. Ce sont plusieurs dizaines d'étudiants et de salariés qui sont venus, pour se renseigner sur les détails de notre lutte, et pour exprimer leur soutien.

Comme pour la victoire du Non à la Constitution, ce qui se passe en France est un véritable encouragement, et un point d'appui pour tous ceux qui luttent dans le même sens, dans d'autres pays européens.

Et les militants combattifs italiens en ont bien besoin.

Car, au niveau politique, on a une polarisation entre deux coalitions électorales très larges : la gauche d'un côté, et la droite et l'extrême droite de l'autre. Du côté de la droite, il s'agit d'une coalition entre Berlusconi et tous les groupes de l'extrême droite raciste, xénophobe, homophobe, sexiste (dont le parti néo-fasciste de la petite fille de Mussolini). De l'autre côté, le tableau n'est malheureusement pas très brillant. Car la coalition englobe toute la gauche, et même le Parti de la Refondation Communiste (PRC, extrême gauche), mais sur une base sociale libérale, et sous la direction de Romano Prodi (ex président de la Commission Européenne qui a rédigé la Constitution).

Entre les fascistes, Berlusconi, la précarité généralisée, la gauche libérale... nos camarades italiens ont donc du pain sur la planche.

Bandiera Rossa triumfera !

Haim, [Nanterre]



Aux 22^e rencontres Internationales de Jeunes (2005)

Participe aux 23^e Rencontres Internationales de Jeunes !

Les rencontres internationales de jeunes (RIJ) sont organisées depuis 23 ans par les jeunes de la IV^e internationale. Ce sont des rencontres de 500 à 1000 jeunes venus de toute l'Europe pour discuter sur les luttes que nous avons construit pendant l'année et pour approfondir nos connaissances (qu'est-ce que l'impérialisme ? Le féminisme, la lutte des classes...). Les débats sont traduits dans toutes les langues, pour permettre à tous de participer.

Nous voulons aussi mettre en pratique notre théorie : le camp est autogéré. Nous discutons et nous faisons ensemble les tâches de nettoyage, de SO, de traduction...

Cette année, les RIJ ont lieu à Pérouse en Italie du 29 juillet au 6 août. Si tu es intéressé, renseigne-toi auprès d'un militant des JCR ou bien renvoie le coupon ci-contre.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (début août 2006 en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30